

Au bal des faux culs, les masques tombent...¹

Plus d'un an sans gouvernement, aucun accord en vue et la probabilité grandissante d'élections anticipées à l'automne. La situation politique pourrit dans le pays. Les partis qui « négocient » tentent de s'y donner un profil convaincant en rejetant la responsabilité de l'irrésolution de la crise sur l'autre, fourbissent leurs armes en vue du prochain scrutin. Les sondages ? Eloquents, quelle qu'en soit la fiabilité. Au Nord, la NV-A fait plus que jamais la course en tête. En Wallonie, le PS reste au top. Redoutable tacticien, démagogue populiste sans scrupules, Bart De Wever joue plein pot la carte de la « Flandre menacée ». Se présentant en victime incomprise, il prétend ainsi faire corps avec sa Région. Il cultive son image d'intransigeance pour asseoir l'idée qu'un « sursaut » est décidément inconcevable dans une Belgique ingouvernable (les supposés financiers transferts du Nord vers le Sud sont comme « une perfusion, comme de la drogue pour un junkie », a-t-il accusé). Partant, Elio Di Rupo peaufine d'autant plus facilement son image de politique responsable et de rempart contre les aventuriers « d'en face ». L'opinion, elle, est lasse depuis longtemps de la pièce qui s'éternise. Mise hors jeu depuis belle lurette. Danger donc. Danger pour la démocratie ouvertement bafouée chez nous comme sur l'ensemble du continent européen. Car de redoutables manœuvres sont en cours. Grisée par le jusqu'aboutisme antisocial de la Commission européenne et d'un Fonds monétaire international qui a installé ses quartiers sur le continent, la droite belge ne cesse de répéter, comme le président du MR, qu'il faut « oser le libéralisme ». Quelle audace, en effet. On peut en mesurer les effets en Irlande, en Grèce, au Portugal, en Grande-Bretagne, en Espagne, partout où la révolution conservatrice exerce ses ravages à coups redoublés.

Une terrible guerre de classes est à l'œuvre en Europe. En application du «pacte pour l'Euro» adopté en mars par le Conseil européen sous la pression de Merkel et Sarkozy, des plans d'ajustement structurels tels que ceux appliqués aux pays en voie de développement sont d'ores et déjà imposés à plusieurs Etats membres de l'Union. Dans la ligne de mire, comme de coutume : les services publics, les pensions, les salaires, le droit du travail... Les budgets nationaux sont désormais placés sous tutelle européenne, privant les Etats de toute possibilité d'engager des politiques socio-économiques alternatives. Et dès lors, de toute souveraineté. Cela, sans le moindre débat.

La droite manœuvre...

La Belgique n'est pas à l'abri des mauvais coups. Récemment, et en application du pacte, la Commission européenne s'en est prise une nouvelle fois au système social belge. La FEB et les partis de droite, flamands et francophones, ont aussitôt pris le relais en énumérant leurs exigences. Au menu et sans surprise, modération salariale, manipulation de l'index, diminution des « charges » des entreprises... Les agences de notations maintiennent la pression sur le pays.

Aux dernières nouvelles, il faudrait trouver 22 milliards d'euros d'ici 2015 pour répondre aux exigences européennes. Or, si notre pays n'a toujours pas de gouvernement, ni le formateur Di Rupo, ni aucun de ses interlocuteurs ne met en cause le trio infernal UE, BCE, FMI aujourd'hui à la manœuvre, pas plus que la logique destructrice des diktats libéraux. A droite, la tentation est grande de profiter du vide actuel pour porter des coups fatals aux acquis si fragiles du monde du travail. La menace se précise. Le MR vient à nouveau de se dire prêt à toutes les manœuvres. Et pour ce faire, de s'acoquiner avec les ultras du Nord du pays... Bart De Wever en tête. « Le programme de gouvernement devra être libéral », exige son président.

La N-VA est ainsi d'autant plus en position de distribuer les rôles. Quitte à relativiser, quand il convient, ses visées indépendantistes. En ironisant. L'article 1 des statuts de son parti vise l'explosion de la Belgique ? « Pas une bible » a relativisé De Wever. La preuve ? L'article 1 des statuts du PS dit que « dans le cadre de la lutte des classes, les socialistes veulent saisir le pouvoir pour l'émancipation totale de l'ouvrier ». Amusant, selon Bart

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - juin 2011.

De Wever qui ne cache pas, lui, que ses alliés de prédilection sont moins dans les faubourgs populaires d'Anvers qu'au Voka, le patronat flamand qui lui souffle la ligne à tenir.

Evoquant également les difficultés à former un gouvernement fédéral, plus d'un an après les élections législatives, De Wever estime très naturellement que « le vrai drame des négociations n'est pas que le PS ou la N-VA ne sont pas à la recherche d'un compromis. Ce sont les cadres de référence qui sont très différents ». Effectivement. Il est plus que jamais difficile de relayer ouvertement les intérêts gourmands du monde des affaires et de prendre en compte les besoins des salariés et des allocataires sociaux. En cette période d'approfondissement de la crise systémique du capitalisme, il faut des gagnants et des perdants. Représentant assumé d'une droite dure et décomplexée, M. De Wever a choisi son camp.

...en ligne de bataille

Pour muscler sa position, la NV-A tente d'entraîner les libéraux et l'aile la plus conservatrice du CD&V dans son sillage. D'abord, en prônant un front des droites flamandes capable d'imposer au pays tout entier un démantèlement accéléré de ce qui reste des acquis sociaux. D'où l'invitation au bal lancée aux seuls présidents du CD&V Wouter Beke et de l'Open Vld Alexander De Croo. Ceux-ci ont bien sûr fait des mines pour éviter de se montrer trop à la traîne d'une NV-A. triomphante, arrogante mais chérie des sondages. Pas facile de passer pour des satellites du parti nationaliste. Pas bon pour l'image de marque alors que chacun a déjà en tête les prochaines élections. Mais il s'agit bien plus d'un problème de forme que de contenu. Un front flamand ? Le président de l'Open Vld a timidement fait savoir que ce label, un ralliement sans conditions autour d'un primus inter pares n'aiderait pas à aboutir à un compromis rapide au plan fédéral... auquel plus personne ne croit. Jésuite, M. De Croo préfère donc parler de coopération entre partis d'accord sur l'essentiel. Là-dessus, il s'est rendu à la rencontre trilatérale convoquée par De Wever. Avec un Wouter Beke, bien plus gêné aux entournures – le CD&V doit encore tenir compte de son aile démo-chrétienne et de l'ACW, le mouvement ouvrier chrétien flamand (« Sur le plan communautaire, il y a des points de convergence. Sur le plan économique et social, c'est non, trois fois non ! Ce n'est pas possible. Il y a une fracture. Nous sommes un parti d'intérêt général, en lien avec les grandes organisations sociales » vient de mettre en garde le ministre d'Etat Mark Eyskens).

Un « momentum » favorable aux conservateurs

Le formateur Elio Di Rupo tient lui des propos inquiétants. Indiquant que la solution à la crise politique ne viendrait « ni d'un gouvernement de gauche, ni d'un gouvernement de droite ». Pour obéir aux injonctions européennes, « des réformes sociales et économiques d'envergure » seront nécessaires, « des décisions difficiles, des choix impopulaires ».

Ce qui a permis à Charles Michel de ronronner : « Nous prenons acte avec satisfaction de la réponse positive du formateur Elio Di Rupo à l'appel du MR pour sortir de l'immobilisme. »

La conjoncture qui se dessine ainsi, ce salmigondis, intéresse en effet au plus haut point les libéraux. Un MR électoralement mal en point mais qui, comme l'ensemble de la droite, rêve de se refaire une santé en profitant sans vergogne d'une quadruple aspiration : 1/ la confirmation promise du succès de la droite ultra en Flandre, 2/ les points engrangés aux quatre coins de l'Europe par des formations réactionnaires, 3/ l'application des mesures de rigueur imposées par l'Europe et présentées comme sans alternatives par ceux qui, de gauche ou de droite, les imposent sans trop d'états d'âme au niveau des Etats ; et 4/ - mais le tout est lié – la montée en puissance des idées sécuritaires et xénophobes. Le « momentum », comme on dit chez nous, le contexte serait donc favorable aux libéraux pour tirer à vue. Et d'abord pour faire offre de service au formateur-bis qu'est Bart De Wever en ravivant le clivage gauche-droite.

Le « coup » était dans l'air. Une rencontre avec la NV-A a eu lieu récemment au siège bruxellois du Mouvement réformateur. Les deux partis se sont mis d'accord sur des textes de lois à voter au Parlement, entre autres sur le regroupement familial, les conditions d'asile et réforme de l'octroi de la nationalité belge. On se doute en quel sens. On se rappellera que la N-VA, le CD&V, l'Open Vld et le MR avaient voté de concert le 26 mai dernier au Parlement, formant ainsi sur une majorité alternative à celle du gouvernement en affaires courantes. Le 28 août

2010, libéraux francophones et nationalistes flamands s'étaient déjà rencontrés plus discrètement dans un restaurant bruxellois pour évaluer les points de convergences entre leurs deux formations, y compris dans le domaine institutionnel. Ce qui permet aujourd'hui à M. De Croo de se réjouir ; « Sur le communautaire, on sait que le MR est prêt à aller très loin. » Soit à payer en la matière son droit d'entrée au festin des réacs. Et quitte à voir le FDF entrer en dissidence : « Le MR ferait fausse route s'il laisse apparaître que la N-VA peut être un allié. La N-VA, c'est quoi ? C'est la somme de tous les conservatismes et de tous les égoïsmes (...) La N-VA, c'est du thatchérisme encore plus brutal » a crûment dénoncé Olivier Maingain » ?

Un piège se tend

Ceci ne perturbe pas Alexander De Croo qui mettait une fois encore les points sur les « i » dans *Le Soir* du 16 juin. Les palabres actuelles montrent que « le vrai clivage, socio-économique, est gauche/droite, pas communautaire ». Pour appliquer les recettes libérales, « Il est dès lors normal qu'on cherche des partis qui ont les mêmes idées que nous. Bart De Wever dit : CD&V et N-VA. Et nous, on dit qu'il y a aussi le MR » pour former un gouvernement marqué au centre-droit. Le rêve, jour et nuit, de Bart De Wever qui ne cesse de le répéter à la presse entre deux rencontres avec Elio Di Rupo.

Côté MR, on va répétant que la droite est déjà majoritaire dans les urnes et au Parlement, que le libéralisme est moderne et la gauche conservatrice. Salaires, chômage, retraites, marché du travail, « la gauche francophone donne le sentiment que tous ces sujets sont tabous » et bloque les réformes socio-économiques », a lancé Charles Michel dans les colonnes du *Soir*. Qui a laissé au Centre Jean Gol (le centre d'études des libéraux) le soin de détailler ce qu'est une « doctrine progressiste. Plus précisément à Corentin de Sale, un néoconservateur à l'américaine, atlantiste, adversaire acharné des environnementalistes qui s'exprimait dans le même quotidien bruxellois : « le libéralisme a toujours été tourné vers le futur », il a permis « l'élévation continue des standards matériels, l'allongement de l'espérance de vie, la démocratisation, etc., autant de phénomènes consubstantiels à la croissance économique découlant de l'économie de marché ». Et cela malgré le « corporatisme syndical » et une gauche « conservatrice qui défendent des « droits acquis » présentant autant d'obstacles aux nécessaires réformes. Presque du Bart De Wever dans le texte. En avant toutes ! A la veille d'un récent entretien avec le formateur, le ministre du Budget Guy Vanhengel appelait le gouvernement en affaires courantes à « suivre les recommandations » de la Commission européenne. Soit tailler dans les dépenses sociales. Sinon ? La parole doit être donnée au Parlement, a-t-il suggéré, là où les droites rassemblées pourraient donner la mesure de leurs évidentes convergences. Un dangereux piège se tend ainsi, un étau se forge dont les tenailles – un front des conservateurs flamands au Nord, un front ultralibéral à l'échelle du pays – visent à isoler celles et ceux qui refusent de se soumettre à la restauration conservatrice.

L'index, cet archaïsme

En ligne de mire, notamment, l'index, cet archaïsme honni par les « modernistes » belges et européens. Ce symbole des « acquis » qu'il importe de bousculer. Ce système si peu en phase avec les réformes libérales prônées une fois encore dans le pacte pour l'euro et les recommandations absurdes de la Commission européenne. Une fois encore, la Banque nationale vient de monter en piste, envers et contre l'opposition des syndicats et de la gauche gouvernementale peu soucieuse de mettre le feu aux poudres. Au prix d'une spectaculaire gymnastique intellectuelle. D'une part, la BNB dit sa crainte que l'indexation ne pèse sur la position concurrentielle de la Belgique. Dans le même temps, elle reconnaît que la (relative) bonne tenue de l'économie belge « s'explique par l'indexation des salaires et par le fait que la Belgique n'a pas encore entamé les efforts de consolidation budgétaire que d'autres pays ont déjà commencé à mettre en œuvre ». En clair, l'austérité exigée par les marchés est génératrice de récession, de pauvreté et, potentiellement, de révoltes sociales. Mais il faut y passer : « des mesures structurelles sont nécessaires pour élargir la base économique et pérenniser notre modèle socio-économique ». Pourquoi ? Parce que. Absurde. Et dangereux.

Au nom des dogmes ultralibéraux, il s'agit de faire oublier que c'est principalement la crise financière et le sauvetage d'un secteur financier en déroute qui ont fait exploser les dettes publiques. Peu importe ? Dans une récente sortie, le FMI, plus orthodoxe que jamais, appelle les Etats de l'Union à accélérer le mouvement. Avant que les « les opérateurs de marché (réduisent) leur tolérance (sic) à des solutions politiques incomplètes » et « que les

programmes d'ajustement (perdent) le soutien politique des opinions publiques (re-sic). » Autrement dit, dès lors que les grands financiers dictent leur loi aux politiques, il s'agit de les mettre à l'abri des protestations populaires. La crise provoquée par les jeux spéculatifs des banques, bien loin de conduire les Etats à socialiser la finance au service des peuples, est utilisée comme un puissant levier pour jeter à bas des avancées sociales et démocratiques déjà largement mises à mal. La rigueur se retrouve sur le dos des contribuables. Dans le même temps, pourtant, aux quatre coins de l'Europe, des voix s'élèvent massivement pour exiger une réelle démocratie, la justice sociale, des salaires et pensions décentes, une protection sociale garantie.

En Belgique, le mouvement social doit prendre la mesure du danger et investir sans tarder le champ politique. Pour défendre et élargir les droits sociaux, mettre les richesses au service de la collectivité. Pour s'affranchir du traité de Lisbonne et de toutes ces « contraintes européennes » sensées nous faire du bien mais qui tuent le malade au lieu de le soigner.